



23 novembre...30,46 % d'Ardennais en grève !

La journée du 23 novembre a été marquée par une forte mobilisation au rassemblement parisien et par plusieurs rassemblements en région.

La section des Ardennes était représentée au rassemblement devant Bercy.



Nous avons retrouvé de nombreuses sections, venues de partout pour exprimer leur mécontentement et la nécessité impérieuse de contrer la mort annoncée de la DGFIP.



Les restructurations incessantes et inacceptables, CAP22 et la machine à broyer nos missions, les suppressions drastiques d'emplois pour 2018 qui sont un « avant-goût » pour la suite du quinquennat... Nous ne manquons pas de motifs pour une légitime colère.

Nous avons montré notre ras le bol, votre ras le bol et notre/votre détermination.



Devant Bercy, la musique, la procès de l'évasion fiscale par ATTAC et les prises de paroles d'agents témoignant de leur quotidien, ont rythmé cet après-midi festif et revendicatif.



Car si le taux national est décevant, bien en deçà de nos attentes, autour de 7 %, il n'en demeure pas moins que les Ardennais ont fait passer un message fort.

Ce sont plus de 30 % d'Ardennais qui étaient en grève le 23 novembre !

Le message est fort, nous l'avons entendu lors des HMI organisées début novembre dans le département, vous l'avez confirmé le 23.

Nous ne cesserons de marteler, aussi longtemps que ça sera nécessaire, notre ras le bol face aux restructurations, aux suppressions d'emploi, aux conditions de travail dégradées à tout point de vue, au climat social de plus en plus absent, localement et nationalement, et au manque de reconnaissance de l'administration !

On ne va pas vous mentir, la tâche s'avère difficile, il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut entendre...

Quand quelqu'un n'entend pas, il faut répéter plus fort...

L'accueil téléphonique privatisé

Nous avons appris, fortuitement, que la DGFIP avait lancé début décembre un appel d'offre pour faire appel à un prestataire privé afin d'assurer l'assistance téléphonique des usagers sur le PAS !

Outre le fait que l'administration n'a même pas daigné informer les OS de cette initiative, cette privatisation démontre, s'il en était encore besoin, le manque criant de moyens humains dont nous disposons pour assurer nos missions. Elle traduit aussi une forme d'échec de la création des centres de contact dont certains sont débordés, sans compter les conditions de travail que subissent les personnels.

C'est aussi une insulte au professionnalisme, à la technicité et à la conscience professionnelle des personnels de la DGFIP : ils sont désormais interchangeables et remplaçables par des télé-conseillers qui suivront un script, sans rien connaître de la fiscalité.

C'est la preuve irréfutable de ce que Solidaires Finances Publiques annonce depuis des semaines, des mois, des années : **nos missions sont en danger et avec elles notre avenir professionnel et personnel**. Au cas d'espèce, c'est la preuve que la mission d'accueil et de renseignement du public, quel que soit le vecteur considéré de contact avec l'administration, peut être confiée, selon la DG, à n'importe qui.

Pour les contribuables, c'est une rupture flagrante de l'égalité d'accès et de traitement de leur situation fiscale.

Il devient urgent que chacun et chacune prenne la pleine conscience de ce qui est en train de se dérouler et des dangers qui pèsent sur notre outil de travail, pour envisager une réaction à la hauteur des enjeux.

CTL Emplois du 14 décembre 2017



La déclinaison du PLF 2018 pour notre département est tombée et si les 1 600 suppressions d'emplois semblent moins importantes que ce qui était redouté, les annonces combinées de la confirmation de la retenue à la source et du niveau de suppression de fonctionnaires dans la Fonction publique d'État (FPE) font craindre une accélération sans précédent des suppressions de postes à la DGFIP.

D'ailleurs la Direction Générale ne le cache pas, dans son message du 28/09/2017 elle précise : l'année 2018 sera « une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant

vocation à se renforcer dans les années suivantes ».

La réalité locale continue de s'aggraver avec 10 nouvelles suppressions d'emplois pour notre département.

Depuis 2002, 204 emplois auront localement disparu !

Un CTL Emploi était prévu le jeudi 14 décembre 2017 à 14H à la Direction, Ave d'Arches.

Ce CTL fut l'occasion de dire à la DDFIP et à travers elle, à la DGFIP que les Ardennais en ont ras le bol !

C'est une 40aine de collègues qui ont accompagné vos élus à ce CTL à l'appel de Solidaires Finances Publiques et la CGT Finances publiques, pour dénoncer les 10 suppressions d'emplois supplémentaires qui nous sont imposées.

Ils ont posé une 1/2 journée de récupération ou de congés. Pour celles et ceux qui le souhaitaient, nous avons déposé un préavis de grève pour la journée du 14 (le but n'étant pas d'appeler à la grève, mais de permettre au plus grand nombre de participer à cette action).



Tous les collègues présents sont rentrés dans la salle de réunion où devait se tenir le CTL. Celui-ci ayant été « envahi », il ne s'est pas tenu.

À la place, nous avons lu une déclaration commune de Solidaires Finances Publiques et la CGT Finances Publiques à la Présidente du CTL et avons quitté la séance après un échange rapide avec elle.

Nous vous reproduisons la déclaration lue le 14 décembre :

« Madame la Présidente

Nous avons découvert que la guerre sociale déclarée par le fossoyeur général de la DGFIP a fait 10 nouvelles victimes pour nos services dans les Ardennes. Ces 10 nouvelles suppressions d'emplois se cumulent au hold-up des emplois non pourvus, le tout avec une accélération des restructurations.

Clairement nous savons que cela ne va faire qu'accroître les tensions qui se multiplient dans les services et dégradent l'exercice des missions comme les conditions de vie au travail.

Les valeurs prônées par le DG ne seraient-elles pas devenues sournoiseries et hypocrisie . Nous en voulons pour preuve le mensonge par omission concernant le transfert au privé de l'accueil téléphonique du PAS.

Comment comptez vous décliner ces nouvelles valeurs au niveau local ?

Nous n'avons eu de cesse, lors de nos échanges depuis votre arrivée dans ce département, d'essayer d'attirer votre attention sur la situation tendue dans bon nombre de services de notre Direction.

Cette annonce de nouvelles suppressions d'emplois va encore et toujours affaiblir le service public.

Un nouveau slogan est ressorti des HMI que nous avons organisées en novembre dans le département :

« faire toujours plus avec moins, on en a ras le bol » !

C'est bien ce qu'un grand nombre d'agents a voulu exprimer, à l'appel de l'intersyndicale *Solidaires-CGT*, en participant massivement au mouvement de grève du 23 novembre. En l'absence de réponse, ils sont venus en délégation vous le confirmer aujourd'hui.

Nous vous demandons de relayer cette exaspération des services de la DDFIP 08 à la Direction Générale.

Notre priorité dans les prochaines semaines sera de poursuivre les mobilisations pour interpeller publiquement sur la mise à mort d'une administration au cœur d'enjeux essentiels pour l'intérêt général et le bien commun.

Nous serons aussi présents et offensifs pour défendre les droits et garanties des agents qui n'ont pas, comme nous l'avons exprimé à plusieurs reprises, à subir une précarisation de leur vie personnelle suite aux suppressions d'emplois ou restructurations. »

*« Et par le pouvoir d'un mot Je recommence ma vie,
Je suis né pour te connaître Pour te nommer:*

LIBERTE »

Paul Eluard

